

Décidément, plus ce quinquennat se poursuit et plus les vieux réflexes de l'ancien monde que dénonçait un certain Emmanuel Macron, reprennent du poil de la bête... Après les violences sur les Champs Élysées des Black Block associés à quelques Gilets Jaunes, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a ni plus ni moins décapité la préfecture de police de Paris. Exit le préfet, Michel Delpuech et ses collaborateurs, son directeur de cabinet, Pierre Gaudin, ainsi que son directeur de la sécurité de proximité, Frédéric Dupuch... La raison ? « Non respect des consignes et une trop grande « inhibition » (sic) face aux casseurs du samedi 16 mars » selon Christophe Castaner. C'est le même Castaner qui déclarait quelques jours plus tôt « qu'il ne voulait pas d'une police brutale (re-sic) ». D'où les consignes du préfet Delpuech de limiter l'usage des balles LBD responsables de plusieurs mutilations dans les rangs des manifestants. Le 1<sup>er</sup> ministre, Édouard Philippe, en rajoute une couche, parlant « de consignes inappropriées ... » Mais comment croire que ces « consignes inappropriées » n'ont pas été données par le Ministre de l'Intérieur lui-même et ses proches ? Comme dans l'ancien monde si souvent décrié par les tenants de La République En Marche (LREM) dont leur chef en tête, Castaner et le gouvernement ont utilisé la bonne vieille réponse de l'art du fusible. Mais il ne faudrait pas s'en tenir à ce constat. Place Beauvau, le torchon brûlait depuis déjà un moment avec la préfecture de Paris qui avait dû livrer les images des violences des manifestations du 1<sup>er</sup> mai 2018 à la justice. Et oui, l'affaire Benalla plane sur cette décision d'éradiquer les têtes pensantes de la préfecture de Paris par le Ministre de l'Intérieur... Et les récentes mises en examen demandées par le Sénat et son président, Gérard Larcher, ne font que raviver les plaies béantes d'une affaire qui semble loin d'être terminée et qui pollue durablement le quinquennat de Macron 1<sup>er</sup>. D'autant que le Sénat, outre Benalla et son ami Vincent Crase, ont ajouté dans leur requête trois proches de l'Élysée, Patrick Strzoda, directeur de Cabinet de Macron, Alexis Kohler, son Secrétaire Général, et le Général Lavergne, responsable de la cellule sécurité de l'Élysée...tous accusés de faux témoignages ce qui peut entraîner 5 ans de prison et une amende maximale de 75 000 euros pour les 5 prévenus... Du coup, le monde LREM perd ses nerfs. Son délégué général, Stanislas Guerini évoque « un procès politique ». Le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux parle d'une démarche « politiquement très basse, et moralement très grave...d'un tribunal politique » ! Le président de l'assemblée Nationale, Richard Ferrand, annonce qu'il ne participera plus aux réunions communes entre l'Assemblée Nationale et le Sénat. Le 1<sup>er</sup> ministre, Édouard Philippe, boude les questions orales du Sénat au gouvernement... Tout ça parce que le Sénat ne fait que « simplement appliquer la loi » comme l'a si justement fait remarquer son président, Gérard Larcher. Nul doute que Benalla et consort serviront de fusibles pour protéger l'Élysée. Dans la Macronie, l'ancien monde est devenu la règle et il n'y a plus aucune réserve pour les tenants de ce régime quand on ose attaquer leurs décisions ou leurs mensonges. Une bien belle image donnée de la France à l'étranger...

**Raymond Aquila**

**Partager :**

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)

Prénom ou nom complet

Email

En continuant, vous acceptez la politique de confidentialité